

LES STUPÉFIANTS

LA CULTURE DE LA MARIJUANA AUX ENVIRONS DE TORONTO

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au premier ministre suppléant une question concernant cet exploitant agricole qui cultive de la marijuana dans les environs immédiats de Toronto et qui, à ce qu'il paraît, se fait \$1,000 par semaine en revendant ce produit à des collèges de la région. Des mesures ont-elles été prises à la suite de cette affaire et le ministre est-il en état d'assurer à la Chambre qu'une pareille chose ne se reproduira plus?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, le député vient de m'apprendre un fait divers fort intéressant et je vais ordonner une enquête.

* * *

LES PORTS

ROBERTS BANK—LE BAIL INTERVENU ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LA C.-B.

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Depuis l'expiration, le 31 décembre 1969, d'un bail temporaire intervenu entre le Conseil des ports nationaux et la Colombie-Britannique au sujet de Roberts Bank, le gouvernement du Canada a-t-il conclu un accord permanent avec le gouvernement de la Colombie-Britannique au sujet de ce secteur?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je crois pouvoir dire au député que nous sommes liés par ce que l'on pourrait appeler un accord de principe, qui s'appuie sur une loi tant de la Chambre des communes que de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique quant au statut du chemin de fer qui conduit à Roberts Bank. Je dois me rendre en Colombie-Britannique dans quelques semaines et j'espère que nous pourrons à cette occasion régler les derniers aspects de cette question.

M. Rose: L'accord original a-t-il été reconduit, comme ses dispositions le permettent, ou si actuellement le gouvernement fédéral n'est lié avec la Colombie-Britannique par aucun accord ou contrat qui protège le fort investissement du gouvernement fédéral dans la région.

L'hon. M. Jamieson: Je ne crois pas pouvoir répondre à cette question dans le temps que vous m'accordez, monsieur l'Orateur, sauf pour dire que je suis convaincu que le gouvernement fédéral est protégé. En avril 1970, nous avons échangé des lettres avec le gouvernement de la Colombie-Britannique pour définir les procédures à suivre.

M. Rose: Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. J'espère que les mesures dont a parlé le ministre donneront de bons résultats, car je ne voudrais pas que se répète...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Ce n'est pas une question supplémentaire.

[L'hon. M. Sharp.]

L'INDUSTRIE

LE BUDGET ET L'INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Commerce et de l'Industrie. Le ministre sait-il qu'en présentant le budget, le ministre des Finances avait déjà connaissance de l'information qu'on vient de divulguer aujourd'hui, savoir que l'indice de la production industrielle, compte tenu des variations saisonnières, avait accusé une baisse de .8 p. 100 et que tous les secteurs y avaient contribué?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je commenterai cette assertion dans quelques minutes, monsieur l'Orateur.

M. Bell: Nous vous en prions, car il s'agirait, dans l'affirmative, d'une duperie dont il faudrait saisir la Chambre.

* * *

LES TRANSPORTS

LE SERVICE DE TRAVERSÉE TERRE-NEUVE—LABRADOR

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. Vu l'inquiétude du public qui voyage entre la partie nord-ouest de Terre-Neuve et le Labrador, le ministre pourrait-il nous indiquer quand nous pourrions compter sur la reprise du service entre ces deux points?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je croyais que le service devait reprendre récemment, il y a environ une semaine. L'inspection du navire aurait apparemment pris plus de temps qu'on avait prévu, mais j'ai demandé qu'on accélère le pas et que le service reprenne dès que l'inspection sera terminée.

* * *

LA POLLUTION

COMPARUTION DES FONCTIONNAIRES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN DEVANT LE COMITÉ SPÉCIAL

[Français]

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Étant donné que ce ministère a à son emploi des ingénieurs spécialistes qui font des expériences dans les Territoires du Nord-Ouest, afin de trouver une solution pour que les Américains puissent prendre possession de leurs richesses pétrolières grâce au pipe-line de Prudhoe Bay, et vu que le comité de la pollution de l'environnement tente de régler ce problème depuis quelques mois, l'honorable ministre peut-il dire s'il permettra à ses fonctionnaires spécialistes de venir comparaître au comité, afin de faire rapport de leurs expériences?